Pensée sociale-démocrate suédoise et société luxembourgeoise

Gérard Trausch

En Suède, la pensée sociale-démocrate remonte aux années 1930, Gösta Rehn[1] et Rudolf Meidner[2] ont imaginé et conçu le fameux modèle suédois. Ces deux auteurs présentent ce modèle pour la première fois en 1951 ; résumons-le en trois points.

Cadre général : Le fondement de ce cadre est lié à une certaine rationalité politique. Tout but politique à atteindre est discuté de manière ouverte, par exemple des alternatives sont envisagées. Par après, des décisions sont prises dans des conditions non moins transparentes et claires. A cet effet sont dressés des étalons de mesure destinés à vérifier les résultats obtenus. Voilà une société qui prend en main de manière profondément démocratique sa destinée économique et sociale. La finalité visée est la baisse systémique des inégalités sociales.

Politique salariale solidaire : Le principe de départ est simple : *un même salaire pour un même travail,* et ceci quelle que soit la situation de rentabilité de l'entreprise. Toute entreprise non rentable doit rationaliser, sinon elle risque de disparaître. Dans ce cas, la politique salariale solidaire intervient. Les entreprises à rentabilité élevée reprennent les salariés de celles en voie de disparition. En même temps, les entreprises performantes, souvent en expansion, sont armées pour l'exportation, car elles paient un même salaire, nonobstant une rentabilité permettant un salaire plus élevé. A cette politique salariale solidaire correspond une politique de l'emploi active : il faut réembaucher les salariés d'une entreprise boutée hors du marché. La lutte contre le chômage reste une priorité absolue.

Le principe de départ est simple : un même salaire pour un même travail.

Mesures d'encadrement : L'architecture de ce modèle exige des mesures d'encadrement de l'économie ; par exemple une gestion financière rigoureuse pour éviter l'inflation qui pèse sur les salaires. D'où une politique fiscale sévère et progressive.

Notons le résumé extrême de Lennart Erixon[3] : « The Rehn-Meidner model represents a unique third way between Keynesianism and monetarism in its approach to combine full employment and growth with price stability and equity through the use of extensive selective employment programs, a tight fiscal policy and a vague policy of solidarity. » Et encore du même auteur : « ... the model is one of the few coherent visions of economic policy beyond Keynesianism. »

Ce modèle est général, dans le sens qu'il s'étend à toutes les facettes de la société (l'économique, le social…). Retenons d'emblée une faiblesse du modèle. La politique salariale solidaire exige constamment une certaine retenue salariale pour préserver le « même salaire pour le même travail ». Cette retenue salariale génère un surplus de profit qui risque de disparaître dans les poches des actionnaires, au lieu de soulager les salariés des entreprises en difficulté.

En 1973, l'Organisation des syndicats suédois (LO) charge Rudolf Meidner et Anna Hedborg[4] d'une étude à ce sujet. Celle-ci prévoit non pas une fiscalisation du superprofit, mais la répartition aux salariés

Gérard Trausch est économiste. Sa publication la plus récente est *Histoire économique du Grand-Duché de Luxembourg 1815-2015,* Luxembourg, Statec, 2017.

d'actions, non individuelles, à l'image du capital d'une coopérative. En 1983, cette réforme est adoptée par le Parlement suédois. En 1990, un gouvernement de droite abroge cette réforme. Le modèle Rehn-Meidner n'arrive plus guère à concilier faible inflation et plein emploi.

Le modèle suédois a réussi à réduire sensiblement les inégalités sociales. La politique salariale solidaire ne laisse personne au bord de la route, ni les peu qualifiés ni les femmes. Ainsi, les femmes gagnent seulement 70 % de ce que gagnent les hommes en 1959 ; ce pourcentage monte à 92 % en 1982.

Apogée de la pensée sociale-démocrate

Au Luxembourg, les Trente Glorieuses[5] sont une sorte de cogestion entre capital et travail, ce qui les place dans les parages de la pensée sociale-démocrate. Le fondement technique de cette époque est la mécanisation/synchronisation des flux productifs. Le résultat est une explosion de la productivité du travail, le fruit en est réparti entre capital et travail. C'est là l'assise même des Trente Glorieuses : l'apaisement – bien que relatif – des relations entre travail et capital. Une nouvelle société est apparue, résumée en trois caractéristiques. Tous les salariés jouissent d'une protection sociale généreuse contre les aléas de la vie, tels que chômage, maladie, vieillesse.

Cette époque est l'âge d'or du salariat : tout salarié peut invoquer cette qualité pour revendiquer des droits. Par ailleurs, la multiplication des statuts[6] dans la vie économique protège la qualité de salarié. Le « compromis » entre capital et travail est institutionnalisé : chambres professionnelles (1924), contrats collectifs (1936/37), Conseil économique et social (1966), tripartites. Les niveaux de vie du Luxembourg et de la Suède sont semblables, ce qui permet de comparer les deux régimes sociaux. Un point commun général surgit immédiatement : les deux pays sont allés loin sur le chemin de la réduction des inégalités sociales. Ces deux pays ont réussi à concilier une économie de marché performante et tournée vers l'exportation avec un système généreux de protection sociale.

La social-démocratie face au socialisme démocratique alternatif

Le professeur Daron Acemoglu a imaginé – entre autres – deux concepts inédits : la réussite ou l'échec d'un pays[7] en relation avec les institutions politiques et économiques ; le déclin de la pensée sociale-démocrate[8]. Selon Daron Acemoglu et James Robinson, les pays disposant d'institutions politiques et économiques les mieux adaptées à l'épanouissement de la population réussissent le mieux. Douglass North[9] a lui aussi souligné l'importance des institutions, mais les deux auteurs vont plus loin. Ils récusent largement comme explication l'influence de facteurs culturels, géographiques et de mentalité. Contrairement à Daron Acemoglu et à James Robinson, le professeur Karl Georg Zinn[10] défend l'idée que le modèle suédois repose principalement sur une attitude fondamentale de mentalité ancrée dans le collectif suédois.

Daron Acemoglu fait une distinction, dans le chef du socialisme démocratique, entre la pensée sociale-démocrate et une alternative définie comme suit : « Considérant l'économie de marché comme incorrigible, sa solution est d'en réduire la base, la propriété privée des moyens de production, en prônant une démocratie économique où les entreprises seraient contrôlées soit par les travailleurs, soit par une structure administrative dépendante de l'Etat.[11] » Dans les démocraties européennes, l'erreur consiste à délaisser la pensée sociale-démocrate au profit de l'alternative. D'ailleurs, l'erreur de Bernie Sanders a été d'amalgamer les deux[12].

Le capitalisme de l'après-1945 a généré du progrès social. Ceci a été rendu possible par une approche sociale-démocrate : combats politiques et luttes sociales ont permis à la fois une augmentation des salaires et une réduction du temps de travail. L'environnement est le plein emploi, une productivité en hausse (le corollaire des salaires en hausse), la croissance économique continue. L'accent est mis sur les infrastructures sociales : santé, éducation, système de retraite, protection sociale. Voilà qui a amélioré les conditions de vie et mené à une société de consommation pour l'ensemble de la population et non plus au profit d'une minorité. Actuellement, ce régime est en panne, car il y a augmentation des inégalités sociales. En effet, ces infrastructures sont assimilées à un *coût.* C'est négliger qu'elles ont notablement amélioré les conditions de vie de l'ensemble de la population. De nouvelles activités sont apparues et augmentent le produit intérieur brut, c'est-à-dire les richesses du pays.

Aux capitalismes, en grande partie nationaux jusque dans les années 1980, se substitue la globalisation/financiarisation dans le capitalisme occidental. L'émergence en force de la concurrence en est la conséquence. « Certains y ont vu un facteur de progrès. Ils ont seulement oublié que ce n'est pas la concurrence qui fait progresser, mais les efforts faits pour s'y adapter. Or, si tous les pays occidentaux ont accepté cette globalisation, peu ont fait des efforts pour y faire face.[13] » La suite est connue : une vague de délocalisations pèse sur l'emploi, s'y ajoute le processus d'automatisation qui a un effet similaire.

La Suède et le Luxembourg ont réussi à concilier une économie de marché performante et tournée vers l'exportation avec un système généreux de protection sociale.

Le Luxembourg est un pays de classes moyennes, car les très riches et les très pauvres y sont plutôt rares.

Finalement, la désindustrialisation des pays occidentaux met en péril le travail et la protection sociale. Le Covid-19 nous rappelle cruellement les effets liés à cette désindustrialisation (par exemple le manque de masques, de respirateurs, de produits de base intervenant dans la fabrication de médicaments).

Anton Brender[14] voit la solution dans une stratégie sociale-démocrate. En d'autres mots, la société doit imposer des *limites* au capitalisme, à l'image de ce qui s'est passé au cours des Trente Glorieuses. La dérégulation néolibérale mène à une impasse économique et sociale. Retenons la conclusion de cet auteur : « Si chercher à dépasser le capitalisme est hasardeux, redonner vigueur et consistance à l'approche sociale-démocrate reste la voie la plus sûre pour avancer. » Daron Acemoglu et Anton Brender ont atteint – par des voies différentes – le même résultat : l'approche sociale-démocrate est le vrai remède aux dérives du capitalisme actuel. Examinons la situation particulière des partis politiques du Luxembourg quant à l'approche de Daron Acemoglu et d'Anton Brender.

Pensée sociale-démocrate et partis politiques

Notons d'emblée deux aspects préalables qui jouent au Luxembourg. Depuis les Trente Glorieuses, une règle générale est apparue : les gouvernements sont formés par une coalition de partis politiques. Aucun programme de ces partis ne peut être appliqué intégralement, car toute coalition résulte d'un compromis. Voilà qui a favorisé à la fois un esprit de compromis et une certaine stabilité politique. Le second aspect est lié à la « moyennisation » de la population[15]. Le Luxembourg est un pays de classes moyennes, car les très riches et les très pauvres y sont plutôt rares. Les partis politiques cherchent leur salut électoral dans les classes moyennes.

Jean-Claude Juncker, „der sozialdemokratischste aller Christdemokraten“

Photo de @Zinneke via Wikimedia Commons

Au Luxembourg, le succès des différents partis politiques est lié en grande partie à deux conditions : mener une politique de type social-démocrate, disposer d'un leader charismatique capable de générer un succès électoral. Ce dernier aspect semble enraciné dans la mentalité luxembourgeoise : la longévité politique des *political leaders* est élevée. Pensons aux Dupong, Werner, Thorn, Juncker, Asselborn, etc. Cette facette est encore renforcée par le référendum du 7 juin 2015. La population a refusé à une grande majorité de limiter à dix ans le mandat politique. Examinons brièvement les partis politiques par rapport à ces deux conditions.

Après la Seconde Guerre mondiale, le LSAP a été l'avant-garde de la politique sociale-démocrate. Cette politique est portée à la fois par l'apogée de l'industrie sidérurgique et l'émergence en force du salariat dans la société luxembourgeoise. Actuellement, le LSAP s'est écarté de la voie sociale-démocrate, au sens de Rehn-Meidner. En d'autres mots, ce parti s'efforce de réduire les fondamentaux du système capitaliste, domaine relevant plutôt des deux partis d'extrême gauche, à caractère marxisant. De parti d'ouvriers, le LSAP est devenu un parti de juristes, d'enseignants et d'intellectuels, éloignés des préoccupations propres aux sociaux-démocrates (cf. P. Krier, N. Biever).

Le LSAP semble obsédé par la politique fiscale, qu'il assimile à la politique sociale. La politique fiscale représente un aspect, entre autres, de la politique sociale. La politique fiscale reste un moyen (recettes fiscales, objectifs sociaux), pas une finalité. En relevant massivement le taux de la base d'assiette de l'impôt foncier, la commune de Diekirch a instauré un impôt excessif sur les terrains à bâtir, dont les propriétaires sont qualifiés de spéculateurs. En même temps, le maire annonce que ces « spéculateurs » détiennent ces objets immobiliers depuis quelques décennies. Ce n'est pas là le comportement d'un spéculateur, qui consiste plutôt en une attitude d'achats et de reventes avec un surbénéfice. Les vrais spéculateurs se sentent en sécurité.

Les impôts sont-ils dévoyés en fiscalité punitive, une sorte de prolongement du code pénal ?

Notons l'évolution de l'impôt sur le revenu ; le taux maximal d'imposition varie comme suit : 57 % selon

la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, 56 % à partir de 1987, 50 % à partir de 1991, 42 % à partir de 2001, 38 % à partir de 2002. A la suite de la crise de 2007/08, la progressivité reprend timidement : 39 % à partir de 2011, 40 % à partir de 2013, 42 % à partir de 2017. Les grands partis politiques ont porté cette baisse du taux maximal, bien qu'une telle politique soit en contradiction avec la politique de redistribution des revenus. L'arme de la politique fiscale est à double tranchant. Ainsi, des hommes d'affaires (par exemple dans la construction) profitent davantage de la déduction fiscale de certaines dépenses si le taux maximal d'imposition est élevé.

Au congrès du LSAP de 2020, Yves Cruchten a été élu de manière éclatante président du parti, dans une atmosphère « à gauche toute » (cf. l'intervention de Dan Kersch). L'éloignement vis-à-vis du modèle Rehn-Meidner de la part du LSAP ne peut mener, selon Daron Acemoglu et Anton Brender, qu'à de futures difficultés. Le chercheur Mathieu Fulla[16] parle du « social, oublié du socialisme ». Sous la présidence de François Hollande, il y a eu « une orientation plus nette du socialisme de gouvernement vers un *socialisme de l'offre* ». Celui-ci opère principalement des baisses d'impôt.

Le CSV a de sérieux problèmes liés à l'ère après-Juncker. Ce parti manque actuellement d'un *leader* politique à effet d'entraînement. S'y ajoute un problème autrement pesant : une certaine tendance à virer davantage vers la droite. Jean-Claude Juncker, par contre, a été le garant d'une solide politique sociale-démocrate. Ecoutons Daniel Cohn-Bendit (en 2004) à propos de Jean-Claude Juncker : « Juncker ist der sozialdemokratischste aller Christdemokraten. » Lothar Späth (Ministerpräsident Baden-Württemberg 1978-1991) évoque Juncker : « Ich finde es immer faszinierend, wie die Finanzpolitik und die Sozialpolitik ihn gleichzeitig begleiten, eine bisher von mir noch nirgendwo entdeckte Kombination.[17] »

Notons la position des deux partis d'extrême gauche. Le PCL reste pétrifié, depuis des décennies, dans une attitude idéologique immobile ; il est inaudible dans le paysage politique. Déi Lénk en est une version allégée, qui a attiré des transfuges du PCL. Déi Lénk se complaît dans un comportement de revendications sociales tous azimuts, car le parti n'a aucune responsabilité gouvernementale à assumer. D'ailleurs, il persiste dans une mouvance d'allure marxiste – étatisation/nationalisation –, ce qui mènerait à un système bureaucratique pesant sur le niveau de vie de la population.

Le DP a réussi une politique sociale-démocrate sous la houlette de son leader Xavier Bettel. Toutefois, ce parti reste exposé au risque de (re)tomber dans le moule d'un parti économique. Le DP est issu de la Résistance contre l'occupant allemand. Ce parti a rapidement rejoint les milieux libéraux tels qu'ils ont existé avant la guerre. Il est proche des cercles économiques du pays. Ainsi, en 1966 est créé le Conseil économique et social. Le DP et le PCL se sont abstenus lors du vote de la loi instituant cet organe, mais pour des motifs différents. Le premier défend le point de vue patronal, pour le second, la loi ne va pas assez loin.

© MAEE

Jean Asselborn avec le membre de la délégation nationale au Conseil de l'Europe, Yves Cruchten, l'ancienne présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Anne Brasseur, et le représentant permanent du Luxembourg au Conseil de l'Europe, Stephane Mueller le 28 juin 2018.

Avec le gouvernement DP-LSAP (1974-1979) sous la présidence de Gaston Thorn et de Benny Berg comme vice-président, les choses commencent à bouger. Le DP prend un virage social à la faveur de la crise sidérurgique (cf. tripartite : gouvernement, syndicats, patronat). La gestion de la crise a été telle que le chômage de masse a été évité. Ecoutons Benny Berg[18] : « Durch eine hervorragende Zusammenarbeit zwischen allen Verhandlungspartnern, und zwar den Gewerkschaften, den Arbeitgebern und der Regierung haben wir dies auch erreicht. » Le DP a grandement contribué à la formation du modèle luxembourgeois. Notons un propos de Gaston Thorn, situant la nouvelle position du DP au congrès du parti en 1971 : « Die Rechte ist das Establishment, die Linke ist die Kontestation, die Revolution. Wenn dies die Definition der Rechten und der Linken ist, so soll auf diesem Kongress gesagt werden, dass wir eine Linkspartei sind. » Enfin, retenons une réaction de Gaston Thorn liée à la mise en parallèle du DP avec le FDP (libéraux allemands), plutôt ancré à droite – « … verzog Thorn schon

« Juncker ist der sozialdemokratischste aller Christdemokraten. »

damals bei der Gleichstellung von DP und FDP das Gesicht[19] ». Thorn vise à démarquer le DP d'un parti de libéraux de droite, au profit d'un chemin plutôt social-démocrate.

A sa création, le parti Déi Gréng visait un seul but : l'écologie. Ce parti a su réduire la voilure écologique et prendre le chemin d'une politique de type social-démocrate. Le succès est indéniable ; son chef de file François Bausch y a puissamment contribué.

L'ADR, à la droite du CSV mais nullement fasciste (plutôt poujadiste), est un parti créé à double but : pour la retraite du secteur privé et contre les fonctionnaires. Entretemps, ce parti a déclaré le premier but atteint et a abandonné le second. Il a su se maintenir sous la direction de Gaston Gibéryen.

Finalement, les quatre grands partis politiques du pays s'inspirent de la pensée sociale-démocrate. Voilà qui favorise a priori la formation et la diversité des coalitions politiques, indispensables à la constitution d'un gouvernement. ◆

1 Lars Gösta Rehn (1913-1996) est un économiste suédois travaillant d'abord partiellement, puis à partir de 1943 à plein temps pour l'organisation des syndicats suédois (Landsorganisationen i Sverige – LO). De 1952 à 1958, Rehn est membre de deux commissions gouvernementales en relation avec le marché du travail. De 1959 à 1962, il travaille au ministère des Finances et est chargé de l'analyse et de la prévision des effets de la politique fiscale. A partir de 1962, il exerce les fonctions de directeur du Département du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques à Paris. De 1973 à 1979, il est directeur de l'Institut de recherche sociale (Socialinstitutet) de l'université de Stockholm.

2 Rudolf Alfred Meidner (1914-2005) est né à Breslau ; juif et social-démocrate, il quitte l'Allemagne en 1933 pour la Suède. En 1943, il obtient la nationalité suédoise. Il étudie auprès de Gunnar Myrdal (prix Nobel d'économie en 1974) ; en 1954, il présente sa dissertation *(« Swedish Labour Market at Full Employment »).* Toute sa vie, il travaille pour LO, dont il est devenu le *chief economist.* « In Stockholm leitete er die wirtschaftswissenschaftliche Abteilung des schwedischen Gewerkschaftsbundes und war ebenfalls Leiter des schwedischen Instituts für Arbeitsmarktfragen », dans Anne E. DÜNZELMANN, *Stockholmer Spaziergänge. Auf den Spuren deutscher Exilierter 1933-1945,* Nordstedt/Bremen, Books on Demand, 2017, 2e éd., p. 114.

3 Lennart ERIXON, *A Swedish Economic Policy – The Theory, Application and Validity of the Rehn-Meidner Model,* Stockholm University, 2000, p. 1, 2.

4 Anna Hedborg, née en 1944, est une femme politique sociale-démocrate.

5 Pour des détails, voir Gérard TRAUSCH, *Histoire économique du Grand-Duché de Luxembourg 1815-2015,* Luxembourg, Statec, 2017, p. 227-242.

6 Gérard TRAUSCH, « Le Luxembourg, une société de consensus », dans H. WILLEMS et *alii*, *Manuel de l'intervention sociale et éducative au Grand-Duché de Luxembourg,* Luxembourg, Editions Saint-Paul, 2009, t. 1, p. 219 et suivantes.

7 Daron ACEMOGLU, James ROBINSON, *Warum Nationen scheitern. Die Ursprünge von Macht, Wohlstand und Armut,* Berlin, Fischer Taschenbuch Verlag, 20195.

8 Daron ACEMOGLU, dans *Le Monde* du 12 mars 2020.

9 Douglass C. NORTH, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance,* Cambridge, Cambridge University Press, 2009 (1990).

10 Karl Georg ZINN, *Warum sind die Schweden die besseren Sozialdemokraten? Zur Bedeutung interkulturellen Unterschiede,* Diskussionspapier der Keynes-Gesellschaft, n° 4/2007.

11 Daron ACEMOGLU, dans *Le Monde* du 12 mars 2020.

12 *Ibid.*

13 Anton BRENDER lors d'un entretien dans *Le Monde* du 15/16 mars 2020.

14 Anton BRENDER, *Capitalisme et progrès social,* Paris, La découverte, 2020, citation p. 118.

15 TRAUSCH, *Histoire économique du Grand-Duché de Luxembourg, op. cit.,* voir notamment p. 382 et suivantes.

16 Mathieu FULLA, dans *Le Monde* du 15/16 mars 2020. Il est l'auteur de *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique,* Paris, Presses de sciences po, 2016.

17 Les deux citations proviennent d'Albin WALLINGER et de Serge SPELLINI, *Prominente über Jean-Claude Juncker, plus Zitate von Jean-Claude Juncker,* Luxembourg, Prom Verlag, 2013, p. 10 et 69-70.

18 Gespräch Benny Berg – Henri Roemer, « Kameradschaft und Solidarität », dans Henri ROEMER, *Gaston Thorn 1928-2007,* Esch/Alzette, Polyprint, 2013, p. 208.

19 Les deux citations proviennent de Nic JAKOB, « Liberaler Schritt aus der Provinz ins 21. Jahrhundert », dans ROEMER, *Gaston Thorn, op. cit.,* p. 413, 416.